

Réussites
Canadiennes
dans les
Actions de lutte
contre les mines



Document préparé par
Handicap International Canada
Avec la collaboration d'organisations Canadiennes
Novembre 2007



Réussites canadiennes dans les actions de lutte contre les mines

Suite à la ratification du Traité d'interdiction des mines antipersonnel en 1997, aussi appelé Traité d'Ottawa, le gouvernement canadien créa, au sein de l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI), une unité spécialisée pour gérer une partie du Fonds canadien contre les mines antipersonnel pour la mise en œuvre de projets contre les mines. Jusqu'à présent, les réussites remarquables découlant du Traité d'Ottawa, y compris l'appui solide prêté par le gouvernement du Canada et le travail de plusieurs organisations non gouvernementales (ONG), ont permis de réduire les effets des mines sur les populations de plusieurs pays du monde.

Le présent document illustre par des exemples le travail accompli par des organisations canadiennes qui mènent des actions de lutte contre les mines : le déminage, la prévention des risques dus aux mines et engins non explosés, l'assistance aux victimes, la destruction des stocks et finalement le plaidoyer contre l'usage de mines antipersonnel.

Six organisations canadiennes ont collaboré à l'élaboration de ce document où sont présentés six projets d'action contre les mines, menés dans des régions du monde touchées par cette dure réalité :

1. Projet *Freedom*, Soudan, CAMEO
2. Projet d'éducation à la prévention des accidents par mines, Angola, UNICEF
3. Renforcement des capacités locales en déminage et dépollution d'engins non explosés, Bosnie Herzégovine, CIDC
4. Appui au 'One Love Project', Rwanda, MBCBL
5. Support aux victimes de mines et prévention de blessures, Ouganda, CPAR
6. Programme intégré d'actions de lutte contre les mines, Cambodge, World Vision

Les objectifs visés par le Traité d'Ottawa soulignent à quel point de grands efforts sont encore nécessaires. Ces objectifs ne pourront être réalisés que si plusieurs acteurs travaillent ensemble : donateurs, organisations de lutte contre les mines et organisations non gouvernementales (ONG) de développement. Ces derniers doivent collaborer pour se fixer de nouveaux buts et étendre leurs activités en examinant leurs réussites antérieures.

Nous désirons remercier toutes les organisations qui ont participé à l'élaboration de ce document en partageant leurs expériences de mise en place de projets de lutte contre les mines. Finalement, nous vous invitons à les contacter si vous nécessitez davantage d'information quant au contenu de ce document.

Projet #1: Projet « Freedom »

CAMEO et OSIL

Déménage au Soudan, 1998-2007

HISTORIQUE DE L'ORGANISATION:

La *Canadian Association for Mine and Explosive Ordnance* (CAMEO : Association canadienne contre les mines et engins non explosés), organisme de bienfaisance enregistré, célèbre maintenant ses 10 ans en tant que organisme ayant pour but de mener des actions de déminage.

HISTORIQUE DU PROJET:

En 1996, durant une guerre civile, une ONG soudanaise de déminage dénommée *Operation Save Innocent Lives* (OSIL) est devenue un organisme sans but lucratif enregistré grâce à l'initiative du *Sudan's People Liberation Movement* (Mouvement de libération du peuple soudanais) qui soutenait que les activités de l'OSIL étaient entièrement humanitaires.

Après avoir demandé de l'appui à l'Église Unie du Canada pour qu'ils puissent menées des actions de déminage en début 1997, les directeurs de l'OSIL et de la CAMEO se sont rencontrés un an plus tard pour discuter des travaux qui pourraient être entrepris avec les ressources provenant des églises canadiennes et d'autres fonds humanitaires. Les deux organisations envisagèrent le projet *Freedom*, fruit d'un partenariat entre elles pour diriger tous les aspects entourant le déminage humanitaire : enquête techniques et le marquage de mines, déminage, éducation et prévention des accidents par mines et assistance aux victimes. Le tout serait effectué avec l'aide d'autres ONG basées dans le Sud du Soudan telles que *Wodrans* (ONG de femmes) et la *Norwegian People's Aid* (Secours du peuple de Norvège) qui dirige un hôpital à Yei dans le Sud du Soudan.

En 1999, la CAMEO et l'OSIL ont donc conçu un projet approprié pouvant réussir malgré la guerre civile toujours en cours dans le Sud du Soudan. Ils ont choisi Yei comme base des opérations du projet *Freedom*, ville qui n'était pas menacée par les invasions, bien que le gouvernement du Soudan y larguait régulièrement des mines antipersonnel de 91 kg chacune. Une des premières tâches a donc été d'élaborer et de construire des abris antiaériens et de montrer aux résidents comment éliminer les munitions non explosées (UXO, de l'anglais *unexploded ordnance*).



Abe Enose, Directeur de l'OSIL et Jim Megill, Directeur administratif de la CAMEO, accompagnés des plus récents finissants des cours de l'OSIL en déminage (y compris deux femmes, dont une était Chef d'équipe en formation). ©CAMEO

Les deux organisations ont aussi compris que sans la participation des gouvernements donateurs le projet *Freedom* n'atteindrait pas tout son potentiel. Il a donc été conçu pour qu'il puisse continuer ses opérations quel que soit le niveau de financement. La devise non officielle du projet est devenue « Une mine à la fois, une vie à la fois » (de l'anglais "*One mine at a time; one life at a time*") et c'est ainsi que le projet *Freedom* vu le jour à Yei en 2000. Lors de la Conférence d'Hamilton de l'Église Unie du Canada, on décida que le projet du millénaire allait se consacrer au projet de CAMEO en déminage au Soudan. L'Église Unie du Canada a ainsi mobilisé des gens en 2000 et continua son travail à Yei en 2001. En 2001, l'Église épiscopale des États-Unis d'Amérique a commencé elle aussi à contribuer annuellement et continua de le faire jusqu'en 2003. En 2004, le *Anglican Diocese of Ottawa* (le Diocèse Anglican d'Ottawa) et le *St Matthew's United Church* (l'Église Unie Saint-Mathieu) à Richmond Hill sont devenus les principaux donateurs, puis finalement en 2005 l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a pourvu du financement, permettant une amélioration significative des résultats du projet.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS ATTEINTS :

Puisque le projet *Freedom* vise le renforcement des capacités et n'est pas un projet de pleine production, les statistiques ci-dessous démontrent ce que le personnel de l'OSIL a pu accomplir suite aux instructions de CAMEO et non ce que les Canadiens eux-mêmes ont directement effectué.

STATISTIQUES DU PROJET FREEDOM :

Mines antipersonnel détruites :	4596
Mines anti-véhicules détruites :	799
UXO enlevés et détruits :	31 450
Détonateurs détruits :	78
Kilométrage de routes déminées/vérifiées	2840 km
Aire de surface totale déminée et vérifiée :	27 119 347 km ²
Membres du personnel formés en déminage :	67
Membres du personnel formés sur la prévention des accidents par mines :	23
Résidents (tout âge) formés sur la prévention des accidents par mines :	2659 (estimation)
Membres du personnel de bureau de OSIL formés:	8
Membres du personnel de terrain de OSIL formés :	17 (incluant mécaniciens)



La terre est riche et fertile dans le comté du Yei.
L'herbe pousse jusqu'à 3 m de hauteur! ©CAMEO

Il n'est pas possible d'indiquer avec précision combien de personnes ont bénéficié du projet car aucun recensement n'a été dressé dans la province d'Equatoria. Le manque d'information découle aussi du fait que certains Soudanais qui ont été formés par l'OSIL par le passé ont été envoyés dans différentes régions du Sud du Soudan pour travailler avec d'autres ONG, dont le *Mines Action Group* (MAG) et MECHEM dans la ville de Kapoeta et ailleurs (l'OSIL est la première ONG soudanaise de déminage et doit, selon la loi, accompagner tout effort de déminage d'ONG internationales). On estime tout de même que le nombre de bénéficiaires directs des

actions de déminage atteint les 100 000 mais il serait plus juste de dire que le vrai nombre compte la population entière du Sud Soudan!

Projet #2: Éducation à la prévention des accidents par mines

UNICEF
Angola, 2004 - 2007

HISTORIQUE DE L'ORGANISATION:

L'UNICEF fut créé en 1946 par l'Assemblée générale des Nations Unies et est devenu peu après le Fonds des Nations Unies pour l'enfance. La filiale canadienne fut créée 9 ans plus tard et célébra ses 50 ans en 2005. Cette organisation active dans 156 pays et territoires partout dans le monde a pour but la survie, la protection et le développement sain des enfants. Le travail de l'UNICEF inclut l'accès à la santé et l'alimentation, la promotion d'une éducation de base de qualité, la protection des enfants face à la violence, l'exploitation et le VIH/SIDA. L'éducation à la prévention des accidents par mines est une composante importante du travail de l'UNICEF au niveau de la protection des enfants.

HISTORIQUE DU PROJET:

Après 30 ans de guerre l'Angola est sur la longue et difficile voie de son rétablissement. Le gouvernement angolais estime qu'il y a six millions de mines terrestres dispersées dans le pays faisant de l'Angola l'un des pays les plus infestés par les mines. Considérant un mouvement général de la population entraîné par des millions de citoyens retournant en Angola pour refaire leurs vies, les mines terrestres menacent le concept même de la paix. Elles continuent d'empêcher les efforts d'aide humanitaire et privent des milliers de personnes déplacées et autres civils à leur droit de circuler librement.

En raison de la contamination de mines terrestres, 16 à 22 % de la population est affectée de façon quotidienne par la présence de mines. L'accès aux terres agricoles et aux routes est souvent limité et les interruptions et fermetures des réseaux ferroviaires, des réseaux de distribution d'eau et d'électricité ainsi que des systèmes de transport nuisent à la population. Selon la dernière étude sur l'impact des mines terrestres (*Landmine Impact Survey*), environ 1300 km² de l'Angola sont contaminés par des mines. Cependant, grâce aux programmes d'éducation à la prévention des accidents par mines et aux activités de déminage, ce nombre représente une baisse significative des données antérieures qui indiquaient que plus de 400 000 km² du pays étaient contaminés.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS ATTEINTS:

Depuis avril 2004, UNICEF Canada appuie les efforts d'éducation aux risques posés par les mines en Angola et bénéficie du soutien financier de l'ACDI. L'objectif général du projet est d'augmenter la capacité des structures du gouvernement national – notamment la *National Commission for Demining and Humanitarian Assistance* ou la CNIDAH (Commission nationale pour le déminage et l'assistance humanitaire) et le ministère de l'Éducation – de même que celles des ONG, à intégrer les programmes d'éducation à la prévention des accidents par mines comme faisant partie d'un plan national de lutte contre les mines. L'objectif ultime du programme est de réduire les accidents causés par les mines et de protéger et promouvoir les droits des survivants et des enfants affectés par les mines terrestres et UXO. Des programmes de renforcement des capacités ont été conçus pour permettre à la CNIDAH, au ministère de l'Éducation et aux ONG locales d'assumer la responsabilité du projet. Pour atteindre son objectif, l'UNICEF s'est fixé trois buts précis :

- Renforcer la capacité du gouvernement à adopter des politiques, maintenir ses normes et entreprendre la coordination et la supervision de toutes activités d'éducation à la prévention des accidents par mines faisant partie du plan d'action de l'Angola pour les actions de lutte contre les mines;
- Améliorer la capacité des ONG nationales à offrir une éducation efficace sur les dangers posés par les mines en tant que réponse intégrée;
- Assurer, en collaboration avec le ministère de l'Éducation et la CNIDAH, que l'éducation à la prévention des accidents par mines soit intégrée au programme d'enseignement des écoles.



ANGOLA: Trois garçons enseignant à un groupe d'enfant comment identifier et éviter les mines
© UNICEF Canada/2002/AUT_0390

En termes de résultats constatés les activités des projets sont classées en six domaines comprenant chacun des bénéficiaires et outils spécifiques :

- ✓ Renforcement des capacités du gouvernement : des sessions de formation et des conférences ont eu lieu dans les 18 provinces d'Angola pour sensibiliser les fonctionnaires et améliorer leurs capacités.
- ✓ Plaidoyer, promotion et défense des droits: deux événements se sont déroulés en Angola ayant pour but de sensibiliser la population à la prévention des accidents par mines. La *National Conference of Art Against Mines* (la Conférence des arts nationale contre les mines) faisait la promotion du Traité d'Ottawa et la *International Day for Mine Awareness and Assistance in Mine Action* (Journée de sensibilisation aux mines et d'appui aux actions contre les mines) dont les hôtes furent la CNIDAH, l'UNICEF et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).
- ✓ L'éducation à la prévention des accidents par mines dans les écoles : des outils comme des cartes qui racontaient des histoires pertinentes et le *jeu de la paix* fut créés avec le Ministère de l'éducation pour assurer que cette composante soit bien incorporée dans le programme d'enseignement des écoles primaires.
- ✓ L'éducation au sein de la communauté : 167 904 personnes ont été sensibilisées à ces dangers dans six provinces grâce à des activités incorporant le théâtre, la danse et des représentations musicales. D'autres activités comme des émissions de radio, des concours de dessin, des sports et de l'enseignement effectué par les pairs dans les écoles primaires avaient comme thème les dangers posés par les mines.
- ✓ Formation pour journalistes : une formation a été offerte aux journalistes locaux pour leur montrer comment écrire des articles émouvants sur le thématique des enfants et des problèmes auxquels ils font face, dont l'éducation à la prévention d'accidents par mines, le VIH/SIDA, les victimes des mines et les enfants maltraités.
- ✓ Appui aux solutions locales : une formation a été mise en place pour améliorer les capacités des ONG et des équipes de mise en œuvre des projets à éduquer la population sur les dangers posés par les mines. Cette formation comprenait aussi des sessions permettant le partage d'expériences personnelles et celles des organisations ainsi que les leçons apprises. Les participants ont appris à utiliser les outils d'évaluation et de mise en œuvre d'éducation à la prévention d'accidents par mines.

Projet #3: Renforcement des capacités locales au déminage humanitaire

Canadian International Demining Corps (CIDC)
Bosnie-Herzégovine, 2004 - 2005

HISTORIQUE DE L'ORGANISATION:

Le *Canadian International Demining Corps* (CIDC : service canadien de déminage international) a été fondé en 1995 lorsqu'un petit groupe de Néo-Écossais situés au cap Breton ont pris conscience de l'ampleur des problèmes causés par les mines terrestres. Au début de 1996, ils avaient déjà constitué en corporation et enregistré le CIDC, obtenu le statut d'organisme de bienfaisance et joint Action Mines Canada (ACM) pour prendre part à la campagne pour l'interdiction des mines antipersonnel.

Le CIDC est devenu une grande organisation qui s'est chargée de nombreux projets variés de déminage dans 22 pays en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, dans le Sud-est de l'Europe et en Amérique latine. Le rôle du CIDC dans ces projets est essentiellement d'améliorer les capacités des populations locales. En s'associant à des organismes locaux bien établis ou en formant leurs propres équipes composées de nationaux, le CIDC travaille pour outiller, former et appuyer les communautés affrontant des problèmes socioéconomiques et humanitaires causés par les mines terrestres et autres engins non explosés dans des situations de post-conflit. Les activités menées par le CIDC comprennent le déminage, les enquêtes et évaluations techniques, la détection de mines à l'aide de chiens, la destruction de stocks de mines et l'éducation à la prévention des accidents par mines.

HISTORIQUE DU PROJET:

Avant le début du projet, le CIDC effectuait surtout l'entraînement d'équipes de chiens de détection de mines (CDM) pour ensuite les fournir à de nombreuses unités de déminage locales incluant les unités des autorités de protection militaire et civile ainsi que celles d'ONG locales. Alors que le programme de CDM se développait, il est devenu clair que la durabilité de la contribution du CIDC au déminage des Balkans dépendrait de sa capacité à augmenter sa charge d'activités pour inclure tout aspect du déminage.

Face à ce constat, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) accepta de financer un projet qui permettrait au CIDC de faire du déminage mécanique et manuel, activité qui s'est ajoutée aux opérations de CDM déjà solidement implantées.



Un expert en déminage du CIDC utilise un détecteur. © CIDC

OBJECTIFS ET RÉSULTATS ATTEINTS:

Un projet qui visait augmenter et améliorer les capacités des opérations locales du CIDC en Bosnie-Herzégovine a été mis en place en 2004 et 2005. Les objectifs à court terme du projet étaient de :

- former et équiper des démineurs manuels locaux;
- bâtir au niveau local un fléau mécanique servant à la préparation du sol et former ces opérateurs;
- déployer les équipes et le matériel à la frontière de la Bosnie et de la Croatie pour déminer le terrain longeant les bords de la rivière Save.

Le projet fut couronné de succès comme le témoignent les résultats. Le CIDC a conçu et distribué toutes sortes d'équipements et de matériels de protection servant au déminage. En outre, plus de 50 nationaux ont été recrutés et ont été formés en déminage. À l'aide du nouveau matériel, les nouvelles équipes ont été déployées et ont été en mesure de déminer des terrains désignés.

Cependant, l'effet à long terme le plus important dans la mission du CIDC a probablement été de contribuer à pérenniser la lutte contre les mines dans les Balkans. Grâce à leurs nouvelles habiletés, les équipes de déminage appuyées par le CIDC ont déminé environ 4 millions de mètres carré de terrain en Bosnie et plus encore est prévu. Les retombées positives du projet (et le travail continu qu'il a instauré) sont nombreuses mais il est parfois difficile à quantifier. Tout le monde en bénéficie différemment. Par exemple, les démineurs formés et déployés dans le cadre de ce projet possèdent maintenant des nouvelles habiletés leur assurant des perspectives de travail plus prometteuses. Les propriétaires des terrains qui ont été déminés par les équipes du CIDC profitent maintenant de conditions permettant la reconstruction, la réinstallation sécuritaire et la croissance de leurs communautés.

Plusieurs zones où le CIDC a travaillé étaient des lieux où des accidents avaient causé des blessures ou coûté la vie à des victimes innocentes. Puisque ces zones sont maintenant déminées, on estime que de nombreuses vies ont été sauvées quoiqu'un nombre exact ne puisse être indiqué.

Néanmoins, la récompense pour les donateurs et pour les praticiens repose sur la gratitude de ceux que les projets du CIDC ont aidé.



Jovanoic Vidosava, bénéficiaire des travaux de déminage effectués sur les collines qui donnent sur Srebrenica. Elle avait quitté sa maison en 1997 et dix ans plus tard elle a pu y retourner car la zone avait enfin été déminée. Pour exprimer sa gratitude, elle installa une cuisine extérieure et donna de la nourriture et du café à l'équipe de déminage pendant toute la durée des travaux. ©CIDC

Histoire #4: Appui au "One Love Project"

Manitoba Campaign to Ban Landmines
Canada, 2005-2007

HISTORIQUE DE L'ORGANISATION:

La *Manitoba Campaign to Ban Landmines* (MBCBL : Campagne manitobaine pour l'interdiction des mines terrestres) est un organisme de bienfaisance enregistré sans but lucratif basé à Morden, au Manitoba. La MBCBL a été fondée en mars 2002 et est formée d'un réseau de bénévoles et de partisans dévoués. Elle s'engage à créer un monde sans mines :

- en appuyant les organisations locales des pays affectés par les mines qui prêtent assistance aux victimes de mines, offrent de l'éducation sur la prévention des accidents par mines et déminent les terrains;
- en soutenant les actions à long terme qui visent l'élimination complète des mines antipersonnel en sensibilisant la population du Manitoba sur la situation critique globale concernant les mines;
- en offrant des ressources éducatives et générales aux enseignants, aux étudiants et à d'autres particuliers ou groupes s'intéressant au problème;
- en appuyant les efforts de Action Mines Canada (AMC) et la Campagne internationale pour l'interdiction des mines antipersonnel (ICBL : *International Campaign to Ban Landmines*);
- en faisant campagne contre les bombes à sous-munitions.

HISTORIQUE DU PROJET:

En 1995, un projet conjoint entre les ONG japonaises et rwandaises Gatera et Mami Rudasingwa a été mis en place au Rwanda. Le projet intitulé *One Love Project* existe encore aujourd'hui et a pour but de fournir des prothèses et des orthèses gratuitement aux personnes en situation de handicap, favorisant ainsi leur réinsertion dans la société. Le projet a aussi comme objectif de faire la promotion des sports pour personnes en situation de handicap et de donner de la formation professionnelle. Bientôt d'autres variétés de thérapie physique seront offertes.



Meredith Daun, MBCBL, accompagnée de l'équipe
du One Love Project au Rwanda, 2006

OBJECTIFS ET RÉSULTATS ATTEINTS:

Afin d'appuyer le *One Love Project* la MBCBL a entrepris des activités en 2005, sensibilisant ainsi la population manitobaine aux problèmes causés par les mines terrestres et la situation critique que vivait le Rwanda.

Le « Défi des 100 écoles » (de l'anglais : « *100 School Challenge* ») a été lancé, demandant aux écoles intéressées de rassembler au moins 25 \$ pour le *One Love Project*. MBCBL visite également des écoles pour sensibiliser les étudiants, leur donner des informations sur les mines et les bombes à sous-munitions ainsi que sur le *One Love Project*.

On incita les écoles participantes à mener des activités de levée de fonds créatives et appropriées pour leurs écoles et leurs communautés. Certaines écoles ont organisé des soirées de danse, des concerts, des spectacles, des ventes de pâtisseries et autres activités du même acabit.

27 865,62 \$ ont été rassemblés pour appuyer le *One Love Project* depuis 2005 et une quatrième campagne de financement a débuté en septembre 2007. Le travail effectué par des organismes de levée de fonds dévoués, ainsi que par les ONGs intervenant sur le terrain et les donateurs, est essentiel à la réalisation de projets comme le *One Love Project*. Le succès de celui-ci prouve que chaque Canadien peut changer la vie d'une personne affectée par les mines antipersonnel.



Chèque remis à MBCBL par une école secondaire de Morden, Manitoba, pour le One Love Project. © MBCBL

Projet #5: soutien aux victimes de mines et prévention des blessures

Canadian Physicians for Aid and Relief

Nord de l'Ouganda, 2004 - 2007

HISTORIQUE DE L'ORGANISATION:

La *Canadian Physicians for Aid and Relief* (CPAR : Médecins canadiens pour l'assistance et le secours) a été créée en 1984 en réponse à la famine et au faible état de santé des réfugiés éthiopiens au Soudan. La CPAR a évolué, devenant une organisation de développement international qui s'engage à aider les communautés vulnérables d'Afrique. La CPAR met en place des projets en Ouganda, en Éthiopie, au Malawi et en Tanzanie se concentrant sur les soins de santé primaire, la qualité de l'eau, l'hygiène, les activités génératrices de revenus, le maintien de la paix, l'aide d'urgence, la gestion des ressources naturelles et la sécurité alimentaire. La CPAR travaille en Ouganda depuis 15 ans et mène des actions de lutte contre les mines depuis presque 7 ans.

HISTORIQUE DU PROJET:

Jusqu'à présent, le Nord de l'Ouganda n'avait jamais été avantagé par une enquête systématique sur la situation des mines et des engins non explosés (UXO), à la différence des autres régions de ce pays. Dû à la concentration de la population dans les camps pour personnes déplacées durant le conflit avec l'Armée de résistance du Seigneur (de l'anglais : *Lord's Resistance Army, LRA*), de vastes terrains furent abandonnés pendant longtemps. En raison de cette période d'exode, les habitants de la région ne pouvaient se souvenir des endroits où se trouvaient les mines et les UXO ou si des rapports contenant cette information existaient. Maintenant que la réinstallation de la population commence dans certaines régions, la CPAR fait partie d'un effort croissant pour offrir de l'éducation à la prévention des accidents par mines aux gens qui retournent graduellement chez eux.

La CPAR est devenu un leader dynamique des activités de déminage organisées par le *Mines Action Centre*, Centre de déminage national faisant partie d'une initiative du Bureau du Premier ministre et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le Centre inclut la CPAR et trois autres ONG : *l'International Service Volunteers Association* (l'Association de service international de volontaires), le *Mines Awareness Fund* (le Fonds pour la sensibilisation aux mines) et Vision mondiale. Le Centre reçoit l'appui du PNUD, de l'Union Européenne et de diverses associations de victimes de mines. Son rôle est de coordonner toutes les initiatives d'éducation à la prévention d'accidents par mines et d'assistance aux victimes qui sont menées dans le pays. Le Centre s'efforce également, dans la mesure du possible, de promouvoir le partage efficace d'information et la collaboration.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS ATTEINTS:

Pour être en mesure d'aider les survivants de mines terrestres et les foyers affectés par les mines à affronter leurs défis particuliers, la CPAR-Ouganda vise à atteindre trois objectifs :

- combler les besoins médicaux et économiques des survivants;
- renforcer les capacités des communautés à coordonner leurs réponses aux problèmes reliés aux mines;
- améliorer l'éducation à la prévention des accidents par mines dans les régions visées.

Grâce au projet, des conseillers communautaires ont reçu une formation leur permettant de répondre aux besoins physiques et psychologiques des victimes et d'aider la communauté durant cette période de réinstallation. Le projet a aussi permis d'offrir une formation aux chefs de la communauté en éducation à la prévention des accidents par mines et d'appuyer la constitution de clubs dans les régions du Gulu et d'Amuru. Ces clubs sont souvent menés par des victimes de mines et offre de l'éducation à la prévention d'accidents par mines dans des régions éloignées. Le projet inclut également un volet impliquant directement les victimes de mines : la formation professionnelle menant à des activités génératrices de revenus pour promouvoir l'autonomie et faciliter la réintégration.

Réussites clé:

- ✓ Plus de 50 conseillers travaillant au sein des communautés ont reçu la formation nécessaire pour offrir un soutien aux victimes de mines et autres personnes blessées par la guerre. À la fin du projet ces conseillers avaient touché plus de 2000 personnes.



Nighty Aciro, victime de mine, a reçu un prêt aux petites entreprises et une formation professionnelle. Elle gagne maintenant sa vie en tant que commerçante. Elle est accompagnée de Joseph, un conseiller communautaire qui a reçu sa formation de CPAR et qui est aussi bénévole en éducation aux risques posés par les mines, auprès du groupe d'intervention sur les mines de sa région. © CPAR

- ✓ 203 victimes de mines ont reçu des aides à la mobilité comme des fauteuils roulants. D'autres furent référés à l'atelier d'orthopédie de Gulu pour y recevoir des prothèses.
- ✓ 333 survivants des mines terrestres ont reçu une formation en gestion de petite entreprise. 295 ont reçu un prêt de capital pour le lancement de leur entreprise et 38 ont reçu une formation professionnelle plus spécifique.
- ✓ 12 groupes d'intervention ont reçu une formation pour donner des sessions d'éducation à la prévention des accidents par mines. À la fin du projet, un total de 208 sessions avaient été réalisées dans des communautés affectées par les mines.

Projet #6: Programme intégré d'action de lutte contre les mines

World vision
Cambodge, 2004 - 2006

HISTORIQUE DE L'ORGANISATION:

Vision mondiale a été fondée par le Dr Bob Pierce et a débuté par des programmes de parrainage d'enfants. Les orphelins qu'avait laissés la guerre de Corée ont été les premiers enfants à bénéficier de ces programmes. En 1957, Vision mondiale a entamé ses activités au Canada. Aujourd'hui, c'est un chef de file dans le domaine de l'aide et du développement mettant en œuvre des programmes de secours d'urgence, d'éducation, de soins de santé, de développement économique et de promotion de l'égalité et ce, dans plus de 90 pays.

HISTORIQUE DU PROJET:

Le Cambodge est un des pays les plus contaminés par les mines. On peut y trouver différentes sortes de bombes et de mines remontant à la guerre du Vietnam et à l'époque des Khmers Rouges des années 1970s. La guerre civile engagée pendant 10 ans durant les années 1980s a aussi laissé sa trace.

Vision mondiale met en oeuvre des programmes étendus d'activités de lutte contre les mines au Cambodge depuis les dix dernières années. Ces activités incluent le déminage de terrains qui favoriseraient le développement socioéconomique des villages affectés en donnant un accès sécuritaire à la population à des zones agricoles, à des écoles, à des puits et à d'autres ressources communautaires.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS ATTEINTS:

De mai 2004 à mai 2006, Vision mondiale a mis sur pied et mené un projet dans les communautés affectées par les mines de Preah Vihear et Kompong Chnang, provinces du Cambodge. Les résidents de ces communautés se sont vus redonner des terrains sécuritaires où ils pouvaient s'engager dans des activités de développement. Ce projet, financé en partie par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), a été introduit par Vision mondiale Cambodge, le Groupe d'Action Mines du Cambodge (*Mines Action Group Cambodia*) et le Groupe de la planification des actions de lutte contre les mines du gouvernement du Cambodge.

- Grâce à une stratégie intégrée d'action comprenant des travaux de déminage, d'éducation à la prévention d'accidents par mines et de formation en sensibilisation, les objectifs de ce projet étaient :
- de réduire les dangers des mines et des UXO dans les régions affectées en les déminant et en offrant des formations de sensibilisation sur le danger des mines;
- d'intervenir pour augmenter les revenus des victimes de mines par le biais de formations en élevage d'animaux et sur la gestion des crédits et en leur accordant des titres fonciers.

Pour mettre ce projet en place, Vision mondiale a travaillé étroitement avec les communautés affectées et les autorités locales pour cerner les priorités en matière de déminage, pour offrir l'éducation à la prévention d'accidents par mines et pour choisir les bénéficiaires des formations visant l'amélioration de leurs revenus. Les résultats démontrent que de nombreuses personnes et communautés ont bénéficié de ce projet. Voici quelques unes des principales réussites du projet :

- ✓ Grâce au déminage, la disponibilité ainsi que l'accessibilité de terrains déminés a augmenté.
 - 320 063 m² situés dans 51 champs de mines ont été déminés permettant à 299 familles de s'y installer. Ce déminage a bénéficié directement à 1993 personnes (450 hommes, 492 femmes, 503 garçons et 548 filles).
 - 27 mines antipersonnel, 102 articles provenant de UXO et 405 061 fragments de métal ont été trouvés et détruits.
 - 122 extraits de registre foncier ont été accordés à 122 familles incluant des victimes de mines en situation de handicap et sans terre dans deux districts, Rovieng et Tbeng Meanchey.
- ✓ Grâce à l'éducation à la prévention d'accidents par mines, la sensibilisation aux dangers des mines et les comportements sécuritaires ont été encouragés et améliorés.
 - Les personnes les plus vulnérables, y compris les enfants et les familles les plus pauvres ont bénéficiés d'éducation à la prévention des accidents par mines. Des affiches, des calendriers et des livres offrant de l'information des sensibilisations aux dangers des mines ont été distribués durant les sessions de formation.
 - 7 279 personnes situés dans 43 sites de mines de deux districts ont bénéficiés d'éducation à la prévention des accidents par mines durant et après le déminage.
 - À la fin du projet, le nombre d'accidents causés par les mines avait été réduit signalant que l'impact du projet allait être durable.
- ✓ Les compétences en agriculture et l'accès au crédit des victimes de mines ont augmentés et se sont améliorés :
 - Le projet a permis de former les bénéficiaires dans des domaines tels que l'agriculture, le jardinage, l'élevage d'animaux et ce, dans les régions visées par le projet.
 - Un total de 95 groupes provenant de différents villages se sont présentés aux sessions éducatives sur le jardinage, le compostage et l'élevage de poules et de cochons dans les provinces de Preah Vihear et de Kompong Chnang. Les personnes choisies ont reçu des ensembles d'outils, des semences et des animaux.

Au cours de ce projet, Vision mondiale a joué un rôle capital dans l'aide apportée aux populations désireuses de refaire leurs vies après le conflit prolongé qu'ils ont connu. L'effet psychologique favorable qu'a engendré le retrait d'engins de guerre mortels mérite d'être mentionné également. Pour ces personnes qui vivent encore dans l'ombre de ce récent conflit, résorber la peur qu'elles-mêmes ou qu'un être cher soit victime d'un accident causé par une mine ou un UXO, est le comble de la paix.

Organisations canadiennes qui ont partagé leurs histoires de réussites:



Canadian Association for Mine
and Explosive
Ordnance Security (CAMEO)
www.cameo.org
info@cameo.org
Tel: (613) 936-6815
Fax: (613) 936-6635



World Vision Canada
www.worldvision.org
info@worldvision.ca
Tel : (905) 565-6100
Fax: (866) 219-8620



Canadian International Demining
Corps (CIDC)
www.cidc.ws
cidc@cidc.ws
Tel: (902) 539-2802
Fax: (902) 539-3224



Unicef Canada
www.unicef.ca
secretary@unicef.ca
Tel: (416) 482-4444
Fax: (416) 482-8035



Canadian Physicians for Aid and
Relief
www.cpar.ca
info@cpar.ca
Tel: (416) 369-0865
Fax: (416) 369-0294



Manitoba Campaign to Ban
Landmines
www.mbcbl.org
info@mbcbl.org
Tel: (204) 822-6137
Fax: (204) 343-2108

Document préparé par
Handicap International Canada



Avec le support de



Canadian International
Development Agency

Agence canadienne de
développement international

Novembre 2007